



ARRETE MUNICIPAL n° 2024-164 portant mise en sécurité des immeubles incendiés de Pré Rouge et interdiction au périmètre d'intervention

Le Maire de la commune de Grésy-sur-Aix,

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L 511-19 à L 511-22, L.521-1 à L.521-4 et les articles R.511-1 à R.511-13,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2131-1, L.2212-2, L.2212-4 et L.2215-1,

Considérant que le Maire est chargé, sous le contrôle administratif du représentant de l'Etat dans le département, de la police municipale, laquelle a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques,

Considérant qu'un incendie s'est déclaré dans l'après-midi du 11 août 2024 sur les bâtiments D, E, F et G sis 101 rue du Pont Neuf 73100 Grésy-sur Aix (parcelle AN43),

Considérant l'avis du commandant des opérations de secours,

Considérant l'avis de M. Pierre PAYAN expert conseil,

Considérant qu'il ressort des avis susvisés que le périmètre ci-annexé fait l'objet d'une intervention de mise en sécurité pour une durée indéterminée,

Considérant que cette situation compromet la sécurité des personnes sur ce périmètre,

Considérant qu'il ressort des avis précités qu'il y a urgence à ce que des mesures provisoires soient prises en vue de garantir la sécurité publique,

ARRETE

Article 1er :

L'OPAC SAVOIE, ayant son siège social à Rue Jean Girard-Madoux - 73024 CHAMBERY CEDEX, représenté par M. Luc BERTHOUD, Président, propriétaire de l'immeuble : 101 rue du Pont Neuf - 73100 Grésy-sur-Aix (parcelle AN43) devra à compter de la notification du présent arrêté, prendre toutes les mesures pour garantir la sécurité publique.

Article 2 :

Pour des raisons de sécurité, compte tenu des désordres constatés, ce périmètre devra être entièrement sécurisé dès notification du présent arrêté.

Compte tenu du danger encouru par les personnes sur la zone sinistrée du fait de l'état des lieux, le périmètre précité est interdit d'accès et à toute utilisation *dès la notification de l'arrêté* et jusqu'à la mainlevée de l'arrêté de mise en sécurité sauf personnes autorisées pour nécessités d'expertise et de secours.

Si la personne mentionnée à l'article 1 à son initiative, a réalisé des travaux permettant de mettre fin à tout danger, elle est tenue d'en informer les services de la commune qui fera procéder à un contrôle sur place.

La mainlevée de l'arrêté de mise en sécurité pourra être prononcée après constatation des travaux effectués par les agents compétents de la commune, si ces travaux ont mis fin durablement au danger.

La personne mentionnée à l'article 1 tient à disposition des services de la commune tous justificatifs attestant de la bonne et complète réalisation des travaux.

Article 3 :

Faute pour le propriétaire d'avoir exécuté les mesures ci-dessus prescrites dans le délai précisé ci-dessus, il y sera procédé d'office par la commune et aux frais du propriétaire.

Article 4 :

Le propriétaire est tenu de respecter les droits des occupants dans les conditions précisées à l'article L. 521-2 du Code de la Construction et de l'Habitat.

Le propriétaire doit avoir informé les services de la mairie de l'offre d'hébergement (ou de relogement définitif) qu'il a faite aux occupants en application des articles L.521-1 et L.521-3-1 du code de la construction et de l'habitation, avant le 30 août 2024.

A défaut pour le propriétaire d'avoir assuré l'hébergement provisoire (ou le relogement définitif) des occupants, celui-ci sera effectué par la commune, à ses frais.

Article 5 :

Le présent arrêté sera publié à la conservation des hypothèques dont dépend l'immeuble aux frais du propriétaire.

Article 6 :

Le présent arrêté sera notifié au propriétaire et porté à la connaissance des occupants. Il sera affiché sur la façade de l'immeuble ainsi qu'à la mairie, ce qui vaudra notification, dans les conditions prévues aux articles L. 511-12 et R. 511-3 du code de la construction et de l'habitation.

Article 7 :

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté : Le Maire de la Commune de Grésy-sur-Aix, le Directeur Général des Services, le responsable de la Police Municipale - l'ampliation sera adressée à Monsieur le Préfet de la Savoie au titre du contrôle de légalité.

Fait à Grésy-sur-Aix, le 13/08/2024



Le Maire,
Florian MAITRE

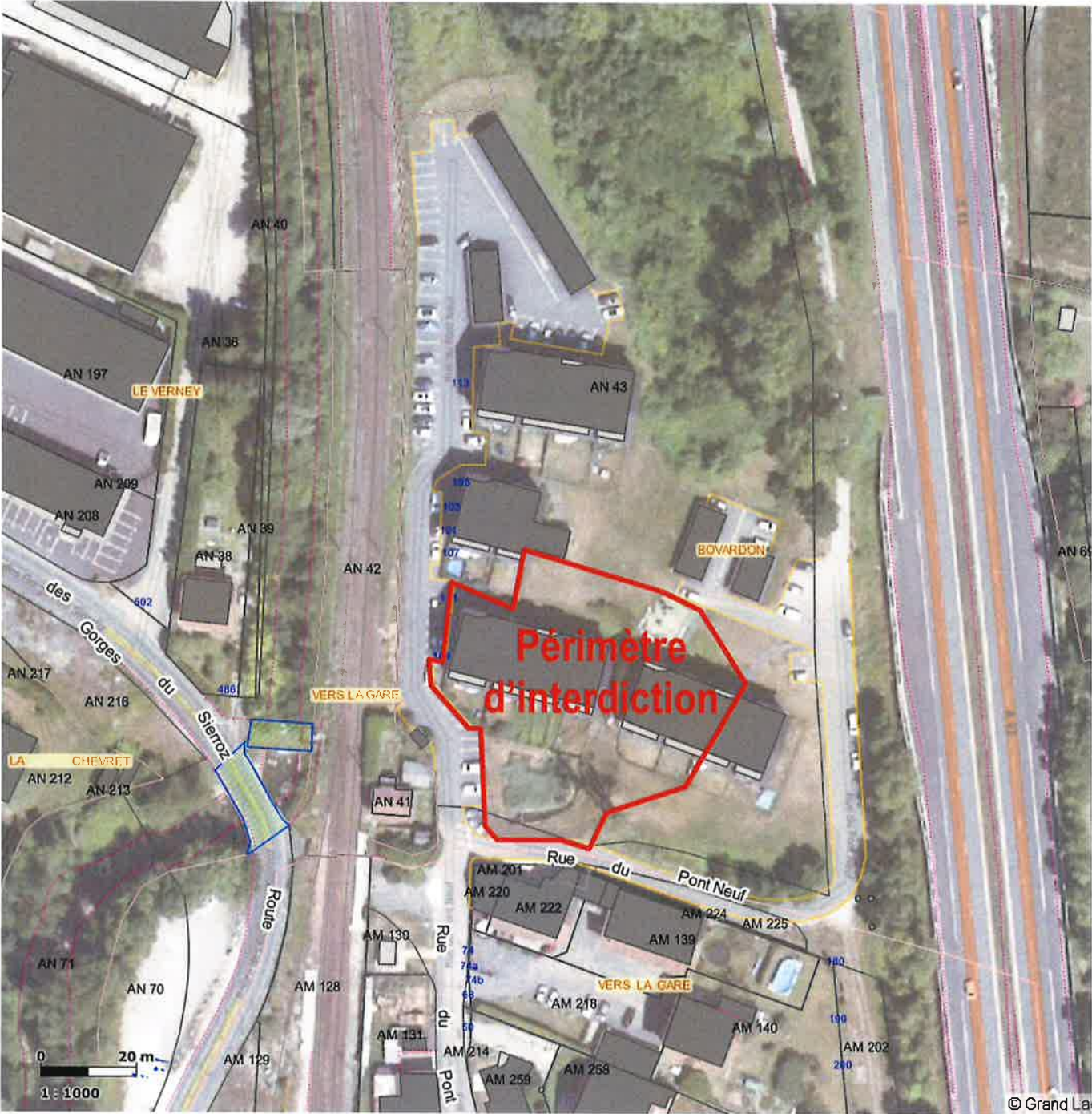
Affiché/publié le : 13/08/2024
Certifié exécutoire le : 13/08/2024

En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de la plus tardive des dates suivantes : publication/notification, réception par le représentant de l'Etat. Le Tribunal Administratif de Grenoble pourra être saisi via le dépôt d'une requête sur le site www.telerecours.fr

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai

Annexe - Périmètre d'interdiction



Légende :

- Linéaire divers
- Chemins
 - Sentiers
 - Rail de chemin de fer
 - Flèche de rattachement de n° parcellaire
 - Terrains de sport, trottloirs, petits nuisseaux et fossés
- Surfactique divers
- Aqueduc
 - Piscine

- Numéro de voie
- Noms de voies
- Lieu dit
- Bâtiments
- Bâti dur
 - Bâti léger
 - Parcelle